

France Cleantech

Briefing 3^{ème} trimestre 2025

With the support of



Breakthrough
Energy



European
Climate
Foundation

Introduction

INVESTISSEMENTS DANS LES CLEANTECH : LA NECESSAIRE INDUSTRIALISATION DES TECHNOLOGIES VERTES



CELIA AGOSTINI

Directrice

Cleantech
for France

Nous faisons face à un paradoxe saisissant : jamais on n’a autant parlé d’industrialisation des technologies vertes en France et en Europe , avec le lancement du Clean Industrial Deal et l’ambition affichée de reconquérir des capacités productives , et pourtant, les investissements reculent.

Dans un contexte déjà marqué par une incertitude économique persistante et des conditions financières moins favorables, cette baisse traduit un décalage profond entre les discours et la réalité des décisions d’investissement. Les taux d’intérêt élevés freinent les prises de risque et la géopolitique renforce la prudence des investisseurs, ce qui pèse sur les décisions d’investissement. Malgré les efforts de structuration des filières, l’activité marque le pas : montants investis et nombre de deals reculent par rapport au trimestre précédent, confirmant une volatilité persistante. Ce ralentissement met en lumière le décalage entre l’ambition des politiques industrielles et les signaux réels envoyés au marché.

Pourtant, les projets français à fort potentiel continuent d’attirer des tickets importants, supérieurs à ceux observés dans plusieurs pays européens, signe que notre écosystème conserve une capacité d’attraction forte. Ce point conforte l’idée que la France possède les atouts nécessaires pour se hisser au rang de leader de l’industrialisation des technologies propres.

Le Clean Industrial Deal reflète bien cette tension : ambitieux sur le plan réglementaire, il reste sans trajectoire financière claire, alors que les États-Unis et la Chine avancent avec des leviers massifs. Les outils de dérisking, pourtant indispensables, ne sont pas encore déployés à grande échelle. En France, la garantie “projet stratégique” reste difficile d’accès et ne joue pas encore pleinement son rôle malgré la pertinence du dispositif.

S’y ajoutent des signaux de demande encore trop faibles. Le tabou de la préférence européenne a été levé, mais uniquement dans la commande publique, dont le poids est insuffisant pour structurer les filières. Il faut aller plus loin : intégrer des critères “Made in Europe” dans les aides publiques, mieux orienter la commande privée dans les secteurs stratégiques et avancer rapidement sur l’Industrial Accelerator Act (IAA), sur lequel la France défend d’ores et déjà des positions fortes. Cleantech for France a publié une [note](#) en ce sens.

Enfin, il faut lever le tabou de la protection de nos industriels face à une concurrence souvent déloyale. Les mesures prises récemment dans l’acier montrent que l’Union peut agir avec fermeté. Ce volontarisme doit désormais s’appliquer aux industries vertes pour sécuriser leur développement et leur compétitivité.

01 Une dynamique en dents de scie

- ◆ Le montant total des investissements et le nombre de deals conclus baisse globalement de moitié par rapport au trimestre précédent, témoignant de la prudence des investisseurs.
- ◆ Les investissements *early stage* ont représenté environ 190M€, tandis que ceux *late stage* s'élèvent à environ 135M€.
- ◆ Le volume par accord est important, avec une médiane située à 23,5M€ pour l'ensemble des investissements equity. Cela signifie que les investisseurs se concentrent sur les start-ups plutôt matures, au détriment de celles en phase d'amorçage.

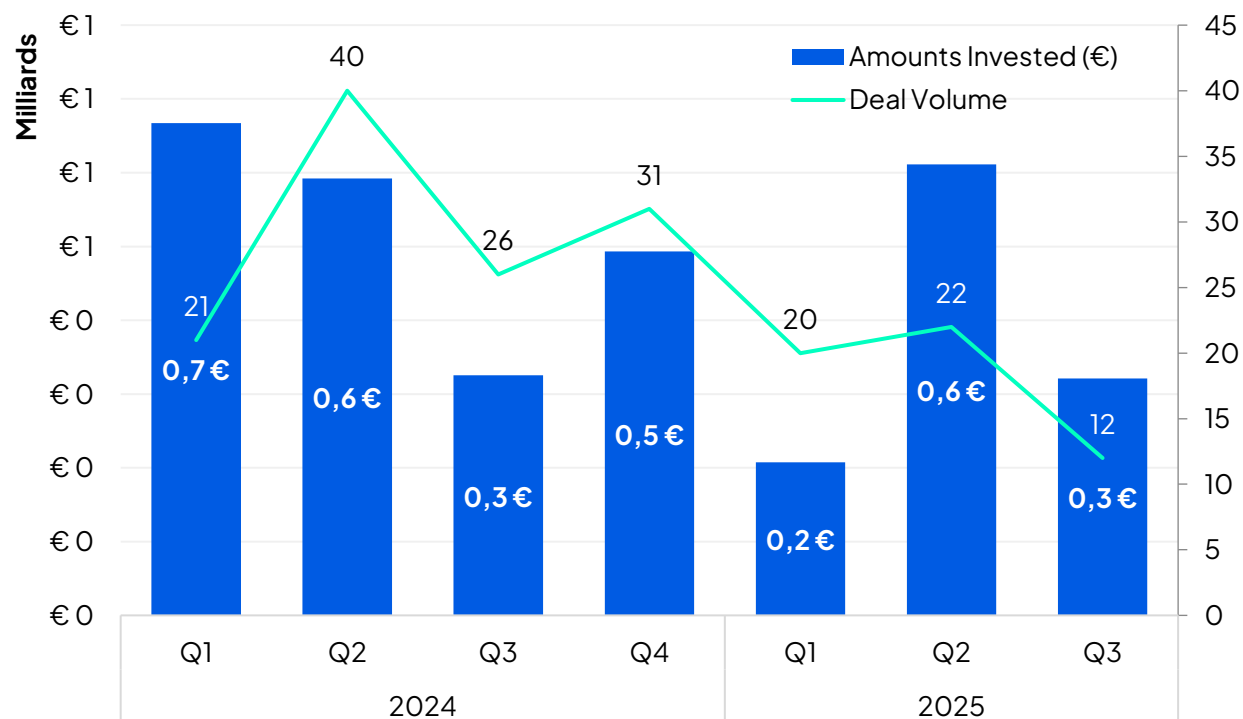
02 Des financements toujours conséquents au-delà de l'equity

- ◆ 4 opérations au-delà de l'equity ont eu lieu au 3^{ème} trimestre 2025, pour un montant qui dépasse probablement les 600M€, soit plus de deux fois le volume des levées en equity sur la même période.
- ◆ Verkor et ACC ont été désignés lauréats du Fonds européen pour l'innovation : plus de 850M€ de subventions seront répartis entre 6 lauréats. Le détail n'est pour l'heure pas connu.
- ◆ Electra a obtenu un prêt de plus de 430M€, pour atteindre plus d'1Md€ levé en 4 ans.

03 Actualités policy pour les cleantech

- ◆ La Commission européenne a présenté le très attendu prochain cadre budgétaire pluriannuel 2028-2034. Le budget fusionne plusieurs enveloppes au sein d'un Fonds européen pour la compétitivité, qui sera le principal instrument de soutien aux innovations industrielles stratégiques. Les négociations s'ouvrent à présent pour plusieurs mois.
- ◆ En France, le budget 2026 est également un enjeu central pour les technologies propres, puisqu'il est l'occasion de faire passer à l'échelle les dispositifs existants de garanties publiques et d'abaisser la fiscalité de l'électricité, à l'image de ce qu'a accordé l'Allemagne pour ces industries stratégiques.

Investissements en capital-risque et en capital-développement dans les cleantech en France par trimestre, 2024-2025



300M€

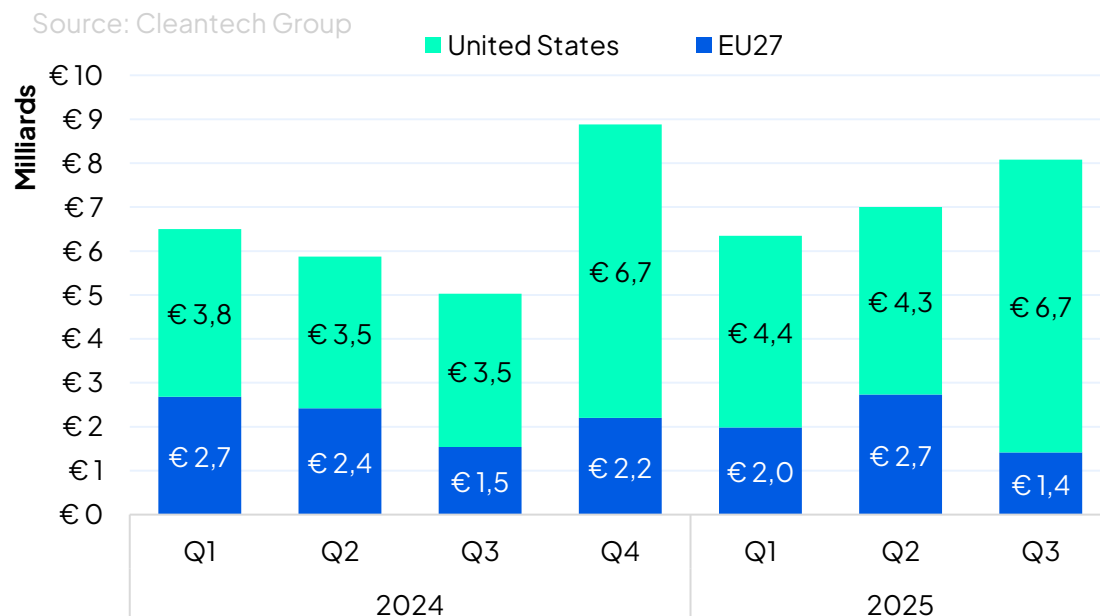
INVESTIS DANS LES CLEANTECH EN FRANCE AU 3EME TRIMESTRE 2025

Une baisse de moitié par rapport au trimestre précédent.

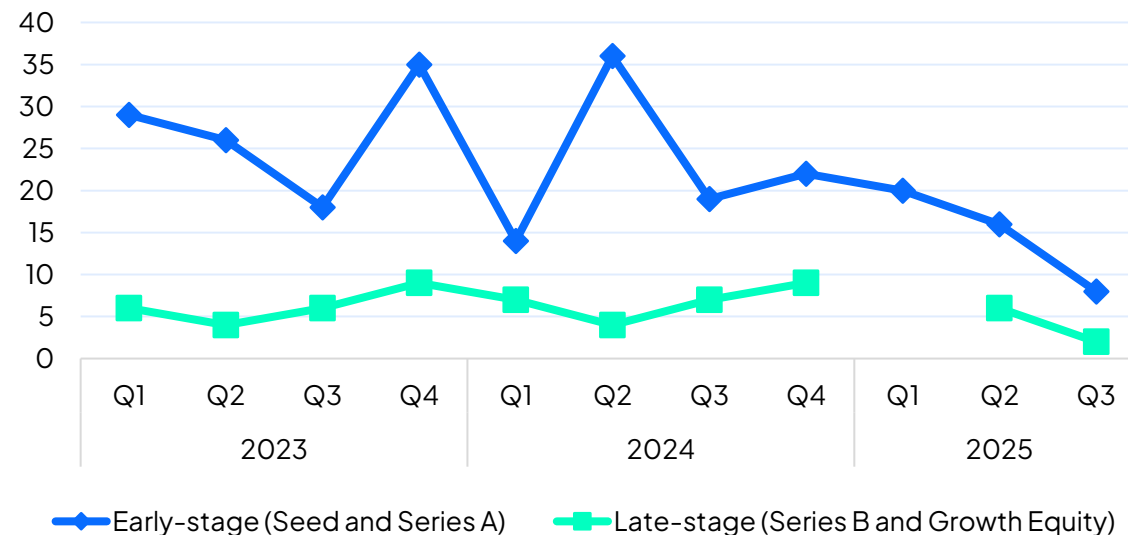
LES INVESTISSEMENTS CHUTENT EN FRANCE ET EN EUROPE, QUAND LES ETATS-UNIS MULTIPLIENT LES MEGA-DEALS

- ◆ La dynamique d'investissements en equity est à nouveau à la baisse en France. Le montant total s'établit à plus de 320M€ au T3 2025, avec seulement 12 deals enregistrés. Les chiffres au niveau de l'Union européenne témoignent d'une dynamique également à la baisse, avec 1.4Md€ investis en equity au T3 2025 et seulement 81 deals, soit le plus faible nombre d'accords depuis 2017.
- ◆ En comparaison, les Etats-Unis ont enregistré 6.7Md€ d'investissements pour seulement 86 deals, ce qui correspond à leur plus faible nombre d'accords depuis 2014. Les chiffres traduisent plusieurs méga-opérations, liées à la fusion nucléaire et au hardware économe en énergie pour répondre à l'essor de l'IA.
- ◆ Les investissements *early stage* ont représenté environ 190M€ pour 9 accords, soit une moyenne de 22M€ par deal conclu, de 300 000€ à 41M€. C'est plus que la moyenne européenne, qui s'établit à 17,4M€ pour les accords *early stage* et *late stage*. En France, le total des investissements *late stage* s'élève à environ 135M€ pour 3 deals conclus.

Investissements en capital-risque et en capital-développement dans les cleantech par aire géographique et par trimestre, 2024-2025



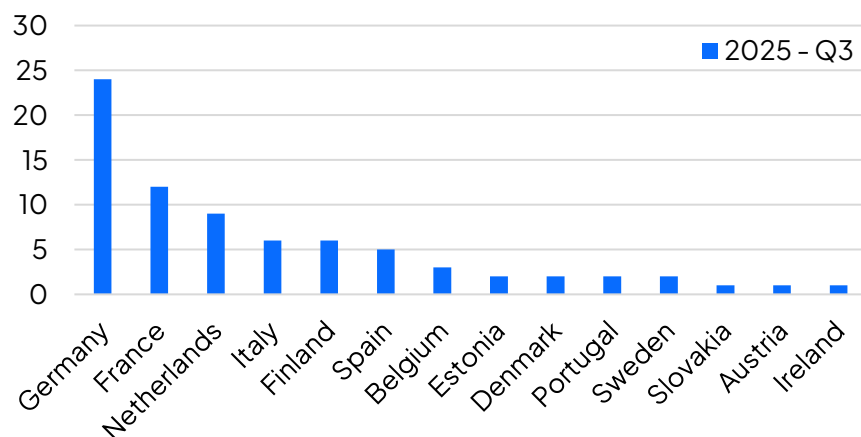
Nombre de deals conclus en France dans les cleantech par stade et par trimestre, 2023-2025



NB. L'absence de données au Q1 2025 s'explique par le fait qu'aucun deal late-stage n'a été enregistré en France sur cette période.

- ◆ Des opérations de capital-risque dans le domaine des cleantech ont eu lieu dans 14 États membres de l'UE du 3^{ème} trimestre 2025, un nombre similaire au 2^{ème} trimestre 2025. Ce chiffre masque cependant la performance de la Belgique, du Portugal et de la Slovaquie qui ont conclu des accords au T3, contrairement à la Grèce, à la Lettonie et à la Slovaquie qui ne sont pas parvenues à poursuivre la dynamique de leurs accords au T2. En Allemagne le nombre élevé d'accords (27) s'est conclu pour un total de 300M€, ce qui témoigne d'un volume d'investissement relativement faible par deal et donc de la maturité supérieure de l'écosystème français.
- ◆ L'énergie est une nouvelle fois le secteur privilégié par les investisseurs, une constante depuis le début de l'année. Une tendance similaire s'observe au niveau européen, avec 37% du volume des investissements concentrés sur l'énergie au T3 2025.
- ◆ La concentration sectorielle met en évidence l'intérêt croissant pour les réseaux, l'électrification et la décarbonation industrielle, tandis que la concentration géographique souligne le potentiel inexploité à travers le continent européen. Les initiatives européennes à venir, telles que le paquet « Réseaux », le plan d'action pour l'électrification et l'Industrial Accelerator Act, ainsi que la mise en œuvre active par les États membres, seront essentielles pour libérer ce potentiel.

Nombre d'accords en capital-risque et en capital-développement
dans les cleantech par Etat membre de l'UE, T3 2025



Volume d'investissements en France dans les cleantech
par secteur, T3 2025



INVESTISSEMENTS *EARLY STAGE* (amorçage + série A)
Top deals en France au T3 2025

Production de nickel vert pour batteries

 GENOMINES

€40M

Série A



Microprocesseurs basse consommation

 SIPEARL

€32M

Série A



Production d'aimants recyclés

MagREEsources 

€24M

Série A



Réacteur nucléaire à combustible renouvelable

 STELLARIA
ENERGY FOR CENTURIES

€24M

Série A



Production de molécules synthétiques bas-carbone

 KHIMOD
HILCEM

€23M

Série A

INVESTISSEMENTS *LATE STAGE* (série B + capital-développement)
Top deals en France au T3 2025



Infrastructures de recharge pour véhicules électriques



€100M

Growth Equity



Agroécologie



NEOFARM

€32M

Série B



Hydrogène vert



€2.5M

Growth Equity

AU-DELA DE L'EQUITY
Top deals en France au T3 2025

Bornes de recharge pour véhicules électriques



€433M

Dette



Batteries pour véhicules électriques



€+100M

Subvention



€+100M

Subvention



Energie photovoltaïque



€5M

Dette

Verkor et ACC font partie des six projets de production de batteries de véhicules électriques sélectionnés par la Commission européenne dans le cadre du Fonds pour l'innovation. Ces six projets pionniers de fabrication de cellules de batterie pour véhicules électriques bénéficieront d'un total de 852 millions d'euros de subventions du Fonds pour l'innovation, financées par les recettes du système d'échange de quotas d'émission de l'UE (EU ETS), pour bâtir une industrie européenne des batteries durable, compétitive et résiliente. Le détail de la répartition des fonds entre les lauréats n'est pas connu. Nous avons toutefois simulé dans le graphique ci-dessus des subventions supérieures à 100M€ chacun.

DISCOURS SUR L'ÉTAT DE L'UNION

Le 10 septembre, la présidente de la Commission a prononcé son [discours annuel sur l'état de l'Union](#). Elle a souligné la nécessité de se concentrer sur les énergies renouvelables locales pour des raisons de sécurité, sur les industries des technologies propres en tant qu'industries d'avenir et sur la nécessité d'étendre les réseaux et les interconnexions. Elle a explicitement mentionné les exigences « Made in Europe » pour les technologies propres, et déclaré son ouverture à l'adoption d'une politique commerciale plus affirmée, notamment sur l'acier. Plusieurs [annonces fortes sur l'acier](#) ont ensuite été annoncées.

LANCEMENT D'UNE TASKFORCE FRANCO-ALLEMANDE POUR L'INNOVATION

Les ministères français et allemand des Finances ont lancé le 16 juillet un groupe de travail conjoint sur le Financement des entreprises innovantes en Europe (FIVE), dirigé par Christian Noyer et Jörg Kukies. Plutôt que de poursuivre des stratégies européennes globales et descendantes ou des réformes politiquement sensibles comme la mise en place d'un superviseur unique, le groupe de travail vise à identifier des actions concrètes et mesurables. Les conclusions seront délivrées d'ici la fin d'année.

PRESENTATION DU BUDGET EUROPEEN 2028-2034

En juillet, la Commission européenne a publié ses [propositions](#) pour le cadre financier pluriannuel (MFF) 2028-2034, d'un montant total de 2 000 Md€, dont fait partie le Fonds européen pour la compétitivité (FEC). Le MFF consacre 35 % (700 Md€) au climat et à la biodiversité, et le FEC 43 %. Le FEC est l'instrument central de l'UE pour soutenir l'innovation industrielle stratégique, avec une enveloppe de 409 Md€ répartis en quatre volets : transition propre et décarbonation ; transition numérique ; santé, biotechnologies, agriculture et bioéconomie ; défense et espace. Les négociations s'ouvrent à présent pour plusieurs mois.

UNE NOUVELLE EQUIPE GOUVERNEMENTALE EN FRANCE

La démission du Premier ministre François Bayrou a engendré plusieurs semaines d'intense incertitude politique et la menace d'une nouvelle dissolution. À l'issue, le nouveau Premier ministre Sébastien Lecornu a finalement été en capacité de former une nouvelle équipe de ministres, qui comprend aujourd'hui des personnalités issues de la société civile et des parlementaires de différents groupes politiques. À Bercy, Roland Lescure (EPR) devient ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique. En l'absence de ministre délégué, le portefeuille de l'énergie lui sera directement rattaché.

UN PLAN RESOURCEEU POUR REDUIRE LES DEPENDANCES EUROPEENNES

Le plan vise à diversifier l'approvisionnement de l'UE en matières premières critiques telles que le lithium, le cuivre et les terres rares, dans un contexte de tensions croissantes avec la Chine. Inspirée du plan REPowerEU, cette initiative devrait inclure des mesures relatives aux achats groupés, au stockage, au recyclage et à la création de nouveaux partenariats internationaux. Attendu en décembre, ce plan est considéré comme une réponse aux récentes mesures de contrôle des exportations prises par Pékin et à la forte dépendance de l'Europe vis-à-vis des matières premières chinoises.

LE DEFI DES TEXTES BUDGETAIRES POUR 2026

Dans un contexte de nécessaire réduction du déficit français et compte tenu de la fragmentation politique à l'Assemblée nationale, l'élaboration d'un compromis sur le budget s'avère être un exercice d'équilibriste. Malgré les gages fournis par l'exécutif aux Socialistes, le vote du budget s'éloigne. L'hémicycle a toutefois accueilli plusieurs débats indispensables pour l'essor des technologies propres, notamment sur le verdissement du CIR et sur l'introduction d'une clause anti-délocalisation au sein du CIR.

NOTE D'ÉCLAIRAGE – LE CONTENU LOCAL EUROPEEN, CLEANTECH FOR FRANCE

Face à la Chine, leader de nombreuses technologies propres et s'appuyant sur une stratégie de surcapacités industrielles, et aux États-Unis qui investissent massivement et adoptent une stratégie commerciale agressive pour relocaliser la production, l'Europe est à l'heure des choix : être une simple consommatrice ou actrice de la transition écologique et énergétique. ce défi. Cette [note d'éclairage](#) analyse les pratiques de contenu local existantes et formule des propositions pour l'élaboration de dispositifs de contenu local européen.

CLEANTECH: REDUIRE NOS DEPENDANCES STRATEGIQUES A LA CHINE, INSTITUT MONTAIGNE

L'Europe fait face à un défi majeur : la dépendance croissante à des matériaux critiques, essentiels aux technologies propres, dont les chaînes d'approvisionnement sont aujourd'hui largement dominées par la Chine, notamment dans les segments aval des chaînes de valeur industrielles. Cette [note](#) analyse les risques et enjeux géopolitiques liés à cette dépendance, analyse les stratégies industrielles adoptées par la Chine, le Japon et la Corée du Sud, et interroge les choix cruciaux que l'Europe doit faire pour sécuriser son autonomie technologique et économique et pour bâtir sa place dans l'économie net-zero. Elle propose également des leviers d'action pour renforcer la souveraineté industrielle européenne et bâtir une chaîne de valeur résiliente, innovante et compétitive.

NOTE – LA RELANCE DE LA COMPETITIVITE EUROPEENNE, CLEANTECH FOR EUROPE

Cette [note d'éclairage](#) de la BMW Foundation Herbert Quandt et Cleantech for Europe met en lumière le potentiel inexploité des partenariats entre les innovateurs cleantech et les grandes entreprises industrielles pour relancer la compétitivité européenne et accélérer la décarbonation. Elle analyse la nécessité de surmonter le *green premium* des nouvelles technologies et les risques perçus, et le besoin de combler l'asymétrie d'information entre les parties. Plusieurs propositions sont formulées : créer des signaux de demande clairs, combler le *green premium* par un financement structuré, et réduire l'asymétrie d'information.

RAPPORT – LES NOUVELLES POLITIQUES INDUSTRIELLES, IDDRI

Cette [étude](#) de l'IDDRI analyse les politiques industrielles menées dans dix pays (Allemagne, Chine, Corée du Sud, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Pologne et Suède) et dans l'Union européenne, évalue leur potentiel en termes de durabilité et de transformation de l'économie mondiale, et met en évidence les tensions et les risques de fragmentation possibles entre les régions et les blocs économiques. À l'issue de cette analyse, le rapport identifie une série de recommandations pour garantir le succès du Clean Industrial Deal de l'Union européenne.

BAROMETRE INDUSTRIEL DE L'ETAT DU PREMIER SEMESTRE 2025, DGE

Le [baromètre industriel](#) est un indicateur permettant de suivre et d'analyser les dynamiques industrielles en France, fondé sur le nombre net de nouveaux sites industriels, et celui d'extensions significatives de sites existants. Au premier semestre 2025, la France continue d'ouvrir et d'agrandir plus d'usines qu'elle n'en ferme ou n'en réduit, mais le ralentissement se poursuit avec un solde net d'ouvertures et d'extensions de +9, une baisse notable par rapport au semestre précédent (+48). L'industrie verte reste le secteur qui comptabilise le plus grand nombre d'ouvertures nettes ce semestre.

ETUDE – LA DIMENSION STRATEGIQUE DES COMPETENCES AU SEIN DU CLEAN INDUSTRIAL DEAL, IFRI

L'[étude](#) de l'IFRI analyse et chiffre les enjeux de formation et de compétences au sein de l'Europe pour réussir la transition bas-carbone et numérique. D'ici 2030, jusqu'à 4.8 millions d'emplois additionnels pourraient être créés en Europe dans certaines technologies bas-carbone clés. D'ici 2040, environ 8 millions de personnes dans plusieurs industries liées aux combustibles devront se reconvertir et monter en compétences. L'IFRI analyse ce défi européen et formule des recommandations dans le cadre du Clean Industrial Deal.